



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

construction aéronautique

Question au Gouvernement n° 3235

Texte de la question

AVENIR DES SITES FRANÇAIS D'EADS

M. le président. La parole est à M. Gérard Bapt, pour le groupe socialiste.

M. Gérard Bapt. Monsieur le Premier ministre, les graves erreurs de management commises par les anciens dirigeants d'EADS et d'Airbus, survenues sous votre gouvernement, se traduisent par une grève décidée par toutes les organisations syndicales - c'est assez rare - représentant les cadres, les ingénieurs et les techniciens des quatre sites français. Ce débrayage a lieu symboliquement le jour où se réunit le comité exécutif d'EADS, pour marquer l'inquiétude grandissante des salariés face au plan de restructuration dit *Power 8*, sur lequel votre ministre du commerce extérieur ne nous a pas rassurés.

De surcroît, l'entreprise EADS est confrontée à la volonté de désengagement des deux actionnaires privés, Daimler-Chrysler du côté allemand, et Lagardère du côté français, dont le président revendique sa proximité avec votre ministre de l'intérieur, absent une fois de plus pour cause de campagne électorale.

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Où est Mme Royal ?

M. Michel Lefait. Mais elle n'est pas ministre, elle !

M. Gérard Bapt. Le gouvernement allemand travaille depuis des mois pour constituer un consortium d'investisseurs, réunissant des banques publiques et des banques privées, ainsi que plusieurs Länder, pour se substituer à Daimler-Chrysler.

Quelle est la réponse du Gouvernement pour que la France recouvre la maîtrise de la participation nationale dans le capital d'EADS ?

D'une manière plus générale, concernant une entreprise stratégique dont l'État est l'un des principaux actionnaires, nous ne pourrions accepter que le développement se fasse désormais sur la base de délocalisations vers des pays à bas salaires.

Au-delà de l'incantation pour le patriotisme économique, quelle est l'action du Gouvernement pour qu'Airbus dispose des moyens suffisants au développement de l'A 350 et de l'A 380 sur les quatre sites français ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à l'industrie.

M. François Loos, *ministre délégué à l'industrie*. Comme nous, monsieur Bapt, vous soutenez l'industrie aéronautique. Vous êtes toulousain : vous savez ce que l'aéronautique doit à Toulouse et ce que Toulouse doit à l'aéronautique. Vous avez à juste titre rappelé, comme votre collègue Stéphane Demilly, que les salariés sont inquiets et qu'ils ont débrayé ce matin pendant une heure. Nous le savons.

Mais quelle est votre question ? Si vous voulez connaître le contenu du plan que le président Gallois dévoilera le 20 février, je ne peux pas vous le donner avant cette date !

M. Maxime Gremetz. C'est scandaleux ! Vous êtes spectateur !

M. le ministre délégué à l'industrie. Si vous voulez savoir si le Gouvernement s'en occupe, je vous rappelle que le Premier ministre lui-même est allé à d'abord à Bordeaux, ensuite à Toulouse au mois de novembre. Il a assisté à toutes les discussions, et le Président de la République en personne a rappelé, lors du sommet franco-allemand, l'importance d'une aéronautique équilibrée pour l'avenir des deux pays.

Mme Martine David. Ce ne sont que des mots !

M. le ministre délégué à l'industrie. Nous sommes donc résolument engagés sur tous les plans.

Si vous voulez que je rappelle l'importance et l'utilité du plan industriel, je peux le faire ! Ce plan est un élément clé, qui permettra de lancer l'A 350 et de compléter toute la gamme des Airbus.

Mme Martine David. Bref, vous n'avez rien à dire !

M. le ministre délégué à l'industrie. Autrement dit, vous pouvez être rassuré quant à l'engagement du Gouvernement sur le long terme.

M. Maxime Gremetz. Pas du tout !

M. le ministre délégué à l'industrie. Et ce qui a été fait à la SOGERMA à Bordeaux ? Vous croyez que le Gouvernement ne s'est pas engagé ? Faites attention à ce que vous dites !

Airbus est une entreprise solide, dont nous pouvons être fiers. Elle doit absolument adapter ses fabrications et continuer à innover pour développer l'A 350. Mobilisons-nous ensemble derrière cette ambition !

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Données clés

Auteur : [M. Gérard Bapt](#)

Circonscription : Haute-Garonne (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3235

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 février 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 février 2007